

RÉSEAU DES FEMMES EN DROIT ET POLITIQUE CONTRE LA CRIMINALITÉ ORGANISÉE

Une initiative du Programme
mondial sur l'application de la Convention contre la criminalité organisée



Introduction

Nous sommes ravies de vous présenter le deuxième numéro de la newsletter du Réseau des Femmes en Droit et Politique contre la Criminalité Organisée. Ce numéro présente une série de mises à jour importantes et des informations détaillées qui mettent en lumière les efforts et les réalisations collectives du Réseau.

Dans ce numéro, vous auriez l'opportunité de rencontrer les membres du nouveau Conseil consultatif du Réseau: Aida Samba Ndiaye, Chelsea Ifeyinwa Obianwu, Djeinaba Abdoul Wahab Touré, Horore Bell Bebga, Ngadi Edjenguele Sylvie, and Shallie Ezeh. Découvrez ces femmes extraordinaires, leurs histoires inspirantes et leurs visions de l'avenir du Réseau (p. 2-5).

Ce numéro contient également un résumé de l'événement parallèle du CCPCJ, « *Mentoring Momentum* » : *Autonomisation des femmes en Afrique dans la lutte contre la cybercriminalité et la criminalité transnationale organisée* », qui s'est tenu en mai et auquel ont participé deux membres de notre Réseau : Victoria Ibiwoye et Stephanie Fitswemila Philip (p.9). En outre, ne manquez pas de lire l'article de Ngadi Edjenguele Sylvie, qui explore des solutions durables pour lutter contre la toxicomanie et la traite des êtres humains au Cameroun (p.10-11). Enfin, restez au courant des dernières nouvelles des membres de notre réseau et de l'ONUDC, avec des informations sur les événements et les opportunités à venir (p.12).

DANS CE NUMÉRO

- ✦ Rencontrez votre nouveau Conseil consultatif (p.2-5)
- ✦ CCPCJ Side Event (p.6)
- ✦ Article sur les solutions durables contre la toxicomanie & la traite des être humains (p.7-8)
- ✦ Célébration des dernières réalisations des membres de notre Réseau (p.9)
- ✦ Save-the-date: 19 septembre (p.10)

Introduction: Le Conseil consultatif

Nous sommes ravies d'annoncer le lancement du tout premier Conseil consultatif du Réseau des Femmes en Droit et Politique contre la Criminalité Organisée. Le rôle principal du Conseil consultatif est de fournir des orientations stratégiques pour la gestion du Réseau, afin de s'assurer qu'il réponde efficacement aux besoins de ses membres. Le Conseil est composé de six représentantes des différents pays membres du Réseau et se réunit en ligne tous les trimestres pour discuter des meilleures stratégies à adopter pour assurer le progrès continu du Réseau.



Aida Samba Ndiaye

Aida Samba Ndiaye est consultante juridique et militante féministe dans la lutte pour la promotion des droits des femmes et des filles au Sénégal et en Afrique de l'Ouest. Elle est actuellement chef de la division de la gouvernance institutionnelle et membre de la cellule juridique du ministère de la justice du Sénégal. Elle est secrétaire générale adjointe de l'Association des femmes juristes sénégalaises et membre de l'Association fédérale des experts et consultants de la coopération technique internationale. Aida est également conférencière en droit pénal interne et international, et experte en conseil et contentieux, gestion de crise, négociation, communication et plaidoyer.

Quels sont vos objectifs au sein du Conseil consultatif ?

Au sein du Conseil consultatif, je souhaite mobiliser les ressources et l'expertise des écoles thématiques nationales à vocation régionale afin d'améliorer nos efforts de renforcement des capacités et d'encourager la coopération bilatérale et multilatérale.



Djeinaba Abdoul Wahab Touré

Djeinaba Abdoul Wahab Touré est une consultante et une entrepreneuse sociale titulaire d'une maîtrise en langue et littérature françaises. Bien qu'elle ait une formation académique, son expertise professionnelle est largement autodidacte, complétée par plusieurs formations spécialisées et certifications. Les sept années passées au sein du réseau Innovation for Change Hub Africa lui ont permis d'acquérir de l'expérience et de l'expertise en matière de développement de réseaux et d'approches innovatrices et dynamiques de la gouvernance. En tant que présidente de l'organisation citoyenne Je m'engage, Djeinaba se définit comme une "artisane du changement", adoptant une approche flexible et adaptable pour s'engager auprès des jeunes et des femmes.

Quels sont vos objectifs au sein du Conseil consultatif ?

Je souhaite renforcer les partenariats avec les organisations internationales, les gouvernements et les autres parties prenantes afin de coordonner nos efforts et de maximiser notre impact. Je suis également impatiente de mettre en place un système de suivi et d'évaluation pour mesurer l'efficacité de nos initiatives, ce qui nous permettra de nous améliorer en permanence. Je m'engage à promouvoir un environnement plus sûr et plus équitable où les femmes jouent un rôle central dans la lutte contre la criminalité organisée.



Chelsea Ifeyinwa Obianwu

Chelsea Ifeyinwa Obianwu est juriste et pratique le droit depuis son admission en 2014 au barreau nigérian en tant que *Barrister and Solicitor* de la Cour suprême du Nigéria, en 2014. Elle travaille actuellement en tant qu'avocate associée principale chez Alpha-Juris Chambers, dans le district de Jabi, à Abuja. Chelsea est membre du *Nigerian Bar Association*, ainsi que du *Chartered Institute of Arbitration*. Chelsea détient une licence en droit de l'Université de l'État de Rivers, à Port Harcourt, un certificat de licence en droit de l'École de droit du Nigéria et une maîtrise en relations internationales et diplomatiques (en vue) de l'Université d'Abuja. Elle aime voyager, lire, visiter des sites, faire du bénévolat et pratiquer du sport.

Quels sont vos objectifs au sein du Conseil consultatif ?

Je souhaite utiliser mes compétences et mon expérience pour plaider en faveur de l'intégration de la dimension de genre dans les politiques et la législation de lutte contre la criminalité organisée. En outre, en tant que membre du comité de plaidoyer législatif et de réforme du droit du *Nigerian Bar Association*, je m'engage à développer des cadres législatifs et stratégiques pour prévenir et lutter contre la criminalité organisée.



Horore Bebga

Horore Bebga est une entrepreneuse et consultante internationale en gouvernance numérique, éducation à la cybersécurité et politiques publiques en matière de cybercriminalité, avec plus de neuf ans d'expériences au service du développement des écosystèmes tech au Cameroun et en Afrique centrale. En tant que fondatrice d'African Women in Tech Startups, elle mène un réseau professionnel et une organisation de la société civile visant à combler le fossé numérique entre les sexes dans les zones urbaines et rurales du Cameroun. Horore a reçu plusieurs prix internationaux pour ses contributions à la technologie et à la gouvernance. Elle poursuit actuellement un master en coopération internationale et action humanitaire.

Quels sont vos objectifs au sein du Conseil consultatif ?

Mon objectif est de veiller à ce que le Réseau soutienne efficacement les gouvernements, en particulier en Afrique centrale, où les lacunes en matière de gouvernance et de législation posent des défis dans la lutte contre la criminalité organisée. De plus, je prévois d'améliorer la visibilité du réseau et de promouvoir sa mission en Afrique centrale et de l'Ouest, tout en encourageant une plus grande participation et un plus grand engagement de la part des femmes francophones. Mon objectif est également de mettre mon expertise au service des autres membres du Conseil afin de les soutenir et de les renforcer.

Ngadi Edjenguele Sylvie

Ngadi Edjenguele Sylvie est la fondatrice et directrice générale de la Kolum Ngohla Therese's Foundation, dont le travail est axé sur la participation des femmes et des filles dans plusieurs sphères. Titulaire d'un diplôme d'études supérieures en commerce international et d'une vaste expérience de travail avec des ONG et des entreprises à but lucratif depuis 2005, son travail est profondément influencé par ses expériences personnelles et par la crise qui touche sa communauté. Inspirée par sa grand-mère, Kolum Ngohla Therese, qui était un pilier de soutien à Kumbo, au Cameroun, avant son décès en 1998, Ngadi s'efforce de perpétuer son héritage de soins et de soutien à la communauté.



Quels sont vos objectifs au sein du Conseil consultatif ?

Mon objectif est de renforcer la résilience dans la gestion des conflits grâce à des stratégies innovantes et à des approches fondées sur des données probantes. Je souhaite contribuer à l'élaboration de solutions efficaces pour prévenir la criminalité organisée et la violence sexiste, ainsi que pour promouvoir la consolidation de la paix et la participation accrue des femmes.

Shallie Ezeh

Shallie Ezeh est une défenseuse des politiques et responsable de la protection des données qui se consacre à la protection des identités digitales des femmes. Elle est convaincue que le monde numérique est une extension du monde physique et reconnaît le rôle joué par l'internet dans la perpétuation de la criminalité organisée à l'encontre des femmes. Sa mission est de contribuer à la création d'un environnement physique et numérique où les femmes se sentent non seulement en sécurité, mais aussi capables de s'épanouir.

Shallie est titulaire d'une licence en sciences politiques, qu'elle utilise pour plaider en faveur d'une plus grande inclusion politique des femmes de la génération Z, avec un accent particulier sur l'Afrique de l'Ouest.



Quels sont vos objectifs au sein du Conseil consultatif ?

Mon principal objectif en tant que membre du Conseil est de représenter les intérêts de la jeune génération, dont les besoins sont souvent mal interprétés dans le contexte de la lutte contre la toxicomanie et la criminalité organisée. Je souhaite aider le Réseau à mieux les comprendre, ainsi que les défis qui les poussent à se tourner vers la drogue et le crime.

CCPCJ Side Event – “Mentoring Momentum”: Autonomisation des femmes en Afrique dans la lutte contre la cybercriminalité et la criminalité transnationale organisée

Le 13 mai 2024, l'ONUDC a organisé un événement parallèle intitulé « Mentoring Momentum : Empowering Women in Africa on Countering Cybercrime and Transnational Organized Crime », en marge de la 33ème session de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale (CCPCJ).

Des études ont montré que les réseaux de femmes peuvent constituer un outil puissant pour défendre et améliorer la représentation des femmes aux niveaux décisionnels.

Les réseaux ont le potentiel de fournir aux femmes les compétences et les contacts nécessaires pour exceller dans leur carrière et renforcer en fin de compte la représentation des femmes dans la prévention de la criminalité et les réponses de la justice pénale.



Au cours de l'événement, **Victoria Ibiwoye** a souligné l'impact significatif que le Réseau des Femmes en Droit et Politique contre la Criminalité organisée a eu sur son développement personnel, expliquant que le Réseau lui a permis d'entrer en contact avec des femmes qui ont non seulement surmonté des défis, mais aussi réalisé des exploits incroyables dans le cadre de la lutte contre le crime organisé. **Stephanie Fitswemilia Philip** a également souligné que son appartenance à plusieurs réseaux, dont l'African Women in Cyber Network, lui a fourni des ressources précieuses dans la lutte contre la cybercriminalité.

À la question concernant ce qu'elle a le plus apprécié de l'événement, Stephanie a répondu :

« L'événement a mis en évidence l'importance d'utiliser diverses plateformes pour engager le dialogue avec les femmes juristes et les décideurs politiques travaillant sur la criminalité organisée, afin de contribuer à l'autonomisation des femmes et de parvenir à une société plus sûre et plus équitable pour tous. »

L'événement s'est achevé sur un message clair : les femmes font partie intégrante de la prévention et de la lutte efficaces contre la cybercriminalité et la criminalité transnationale organisée, et les réseaux de femmes sont un outil puissant qui leur permet de créer l'espace nécessaire pour y parvenir. Merci à Victoria et Stephanie pour leur participation et leurs précieux conseils !

Pour une solution durable dans la lutte contre la drogue et la traite des êtres humains au Cameroun

De NGADI EDJENGUELE Sylvie
Fondatrice/Directrice Kolum Ngohla Therese's Foundation
Coordinatrice de Terrain Camyosfop East

Le contenu de cet article ne reflète pas nécessairement les opinions ni les politiques de l'ONUDC, et n'implique aucun endossement.



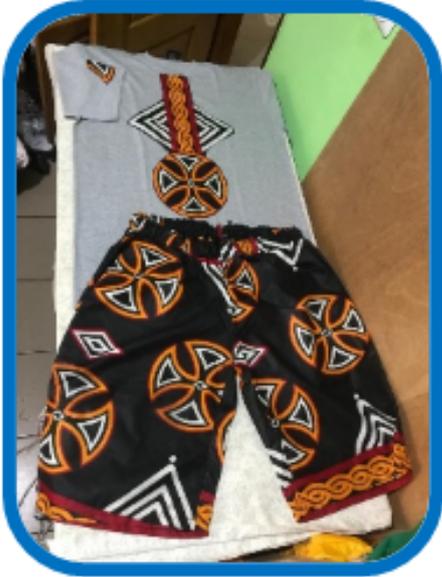
L'abus de drogues est un problème majeur de santé publique et met en danger les femmes, les jeunes filles et la jeunesse. De même, la traite des êtres humains a un impact profond sur ces groupes et constitue un domaine de la criminalité organisée en pleine expansion, impliquant des réseaux qui opèrent aux niveaux transnational, national et local. Ces activités criminelles visent souvent à décevoir les victimes par de fausses promesses, en ciblant des populations particulièrement vulnérables dans des contextes divers. Par conséquent, les problèmes combinés de toxicomanie et de traite des êtres humains entraînent souvent une forme moderne d'esclavage, conduisant à l'isolement involontaire, à la prostitution forcée et à l'exploitation du travail.

L'abus de drogues peut altérer le jugement individuel et augmenter le risque d'implication dans des comportements coercitifs. La prévention de la criminalité et de la toxicomanie devrait être une préoccupation majeure pour les autorités gouvernementales et les parties prenantes engagées dans la lutte et la prévention de la criminalité organisée. Compte tenu des multiples facteurs socio-économiques, culturels et institutionnels en jeu, il est évident que les efforts actuels détermineront les résultats futurs.



Reconnaissant la responsabilité collective de créer un monde meilleur pour les générations futures, il est impératif de s'attaquer aux causes profondes de la toxicomanie et de la traite des êtres humains, y compris les difficultés économiques, l'exploitation, la violence sexiste, la désintégration sociale et la discrimination, en particulier parmi les populations vulnérables telles que les personnes déplacées et les communautés marginalisées.

Pour une solution durable dans la lutte contre la drogue et la traite des êtres humains au Cameroun (cont.)



Depuis 2017, au milieu de la crise actuelle au Cameroun, la Fondation Kolum Ngohla Therese finance indépendamment des initiatives visant à lutter contre l'émergence généralisée de la drogue et de la traite des êtres humains. La fondation utilise le sport, la mode et les événements culturels pour sensibiliser aux dangers de la toxicomanie, de la traite des êtres humains et de la migration clandestine. Ces efforts sont inclusifs, ciblant les individus sans distinction d'âge, de sexe, d'éducation ou d'affiliation religieuse, avec un accent particulier sur les groupes vulnérables tels que les personnes déplacées et celles résidant dans des environnements hostiles.

Afin de soutenir les jeunes filles qui ont été forcées d'abandonner leurs études en raison de menaces d'enlèvement, de violences sexistes ou d'autres dangers, la Fondation Thérèse Kolum Ngohla a mis en place des programmes de formation professionnelle dans les domaines de la restauration, de la mode et du design. Ces programmes fournissent des compétences pratiques et favorisent l'intégration sociale, permettant aux jeunes filles de se réapproprier le contrôle de leur vie et de leur avenir. En outre, la fondation collabore avec des artistes pour sensibiliser aux risques associés à la migration clandestine et aux activités liées à la drogue par le biais de divers événements culturels et sportifs, tels que des mini-concerts et des tournois de rugby.

La participation enthousiaste des jeunes, des femmes et des filles des zones touchées par la crise aux événements de rugby a été remarquable, suscitant une attention et un soutien importants. Fortes de ce succès, des initiatives similaires ont été introduites dans certaines communautés hôtes de 2019 à 2023, encourageant l'engagement et le leadership des communautés pour relever les défis interconnectés de la toxicomanie, de la traite des êtres humains et de l'autonomisation sociale.



Célébration des dernières réalisations des membres de notre Réseau

Magistrate Oumou Niare

Oumou Niare a récemment reçu le prestigieux prix **TIP Hero** remis par le gouvernement américain pour ses efforts dévoués dans la lutte contre la traite des êtres humains au Mali. En recevant ce prix, elle a exprimé ses sentiments en déclarant : « Je suis vraiment heureuse, mais surtout très humble, d'avoir reçu ce prix. Il s'agit d'une reconnaissance internationale de mon engagement et de mon travail dans la lutte contre la traite des êtres humains au Mali. Ce prix me rappelle que, même si beaucoup a été accompli, il reste encore beaucoup à faire. De nombreuses victimes ont besoin d'aide et de protection, de nombreux trafiquants doivent être arrêtés, et de nombreux individus ont besoin de formation et d'éducation sur la traite des êtres humains et les pratiques qui y sont liées

pour contribuer à leur prévention. Le prix TIP Hero 2024 me donne le courage de continuer à aller de l'avant et à relever les défis jusqu'à ce que nous arrivions à éliminer tous les cas de traite des êtres humains au Mali".



Dr Ifeoma E. Nwafor



Dr. Ifeoma E. Nwafor a récemment publié un article sur le genre, l'intelligence artificielle (IA) et la gouvernance de l'IA en Afrique. L'article met en lumière la question des préjugés sexistes de l'IA, qui renforcent les stéréotypes négatifs liés au genre et, dans les cas les plus graves, mettent en danger la vie des femmes. Il aborde également la question des préjugés intersectionnels, où les femmes sont confrontées à une discrimination aggravée fondée sur des facteurs tels que la religion, les handicaps, l'orientation sexuelle, l'âge et le statut économique. L'article passe en revue les efforts déployés par les pays africains, en particulier l'Égypte, le Rwanda et l'île Maurice, pour parvenir à l'égalité des sexes par le biais de la gouvernance de l'IA. Il souligne l'impact de l'IA sur le genre et la nécessité de intégrer des considérations de genre dans les

politiques d'IA. Les résultats soulignent que la dimension de genre doit encore être intégrée dans les politiques d'IA des pays étudiés. Par conséquent, l'étude fournit des recommandations clés pour aider les décideurs politiques à articuler de manière significative et adéquate le genre dans les politiques d'IA afin d'exploiter les opportunités et de combler les lacunes de l'IA pour les femmes et d'assurer leur mise en œuvre. [Vous pouvez accéder à l'article ici.](#)

Les mises à jour



Restez au courant des dernières initiatives et activités de l'ONUDC, y compris l'important travail réalisé par le le Programme mondial sur l'application de la Convention contre la criminalité organisée (GLOTOC). [Pour en savoir plus, cliquez ici.](#)



Saviez-vous que l'ONUDC offre une variété d'outils auxquels le public peut accéder pour en savoir plus sur la criminalité organisée ? [Découvrez-les ici !](#)

SHERLOC.UNODC.ORG



Réservez la date!

Le **19 septembre, à 12h00 (heure de Vienne), 11h00 (heure du Nigeria) et 10h00 (heure de Dakar)**, nous organiserons un événement en ligne pour le Réseau des femmes, avec deux intervenantes qui partageront leurs idées et leurs expériences en tant que femmes travaillant dans le domaine de la criminalité organisée. Cet événement sera également une excellente occasion de se réunir avec d'autres membres du réseau. Inscrivez-vous ici : <https://bit.ly/473UTWB>

SOUHAITEZ-VOUS REJOINDRE LE RÉSEAU ?

CONTACTEZ-NOUS A L'ADRESSE SUIVANTE: :



implement.UNTOC@un.org